

MAZUY Louis

Section de Maubeuge – Fédération du Nord – Membre du Conseil National

## La fonction communiste et la politique de développement national

Le maintien du PCF, comme organisation autonome et partie prenante du Front de Gauche, nécessite de préciser la finalité du parti communiste dans la société française du 21<sup>ème</sup> siècle. La constitution des partis communistes s'est historiquement légitimée comme outil politique du prolétariat pour qu'il forme une classe pour soi face à la domination de la bourgeoisie. Ceci définit la fonction communiste par excellence. L'utilité de la fonction communiste comme outil politique du salariat, sera réellement reconnue par ses composantes actuelles, si elle est porteuse d'un projet de transformation sociale, répondant aux attentes de l'intelligence collective du monde du travail. Comme cette intelligence collective ne s'exprime pas spontanément de façon directement utilisable, le PCF doit progresser sur les questions du travail en liant étroitement sa politique pratique et l'innovation théorique. Le capitalisme mondialisé n'est pas qu'un capitalisme financier. Le poids déterminant des transnationales, et la répartition mondialisée des forces productives, sont des données appelant pour le moins des innovations significatives du projet alternatif.

Le message gouvernemental conditionne la politique de gauche au préalable d'une sortie de crise. Le débat nécessaire sur les choix de politiques de développement est sous pression de l'impact des crises financières du capitalisme. La nomination d'un ministre du redressement productif est un message de communication voulant laisser penser que l'objectif du gouvernement est de relever le défi. Le ministre est interpellé pour intervenir contre les nouvelles fermetures d'établissements industriels et de suppressions d'emplois. Son intervention ne peut que décevoir puisque la politique du gouvernement reste dans le cadre des principes d'une gouvernance néolibérale. Dans la plupart des cas, on retrouve la pratique social démocratie classique, s'efforçant d'assurer un accompagnement social des casses industrielles, ce qui en définitive aide les groupes à imposer leurs restructurations. Le redressement industriel national est considéré sous la condition d'une meilleure compétitivité des entreprises, et d'une attractivité de notre territoire pour les transnationales et les capitaux en circulation. L'intention de favoriser les PME est affichée, nourrissant l'illusion qu'un développement économique est possible, sans s'affronter à la domination des transnationales, et du capital financier, sur notre pays.

Selon l'analyse communiste, la sortie de crise nécessite une politique de changement s'attaquant notamment à la domination du capital financier sur les entreprises et à la libre circulation des capitaux. Et corrélativement qu'une hausse des salaires et du pouvoir d'achat de la population, autre que les 10% des plus riches, serait un facteur de sortie de crise puisque cela entraînerait directement de la croissance économique et de la création d'emplois. Néanmoins, cette argumentation rencontre une certaine difficulté, en raison de l'ouverture complète des marchés et de la mondialisation. Le thème de la compétitivité est répété comme un catéchisme par le MEDEF. Il est admis sans critique majeure par le gouvernement socialiste. L'opinion publique se sent souvent désarmée face à ce discours de langue de bois. L'analyse communiste relève le défi avec une forme mixte d'argumentation. D'une part, la mise en exergue des rentabilités élevées des groupes plaide pour un partage de la valeur ajoutée au profit du salariat, sans augmentation de prix. Pour expliquer les difficultés financières temporaires de certains groupes, il est avancé que les coûts financiers sont des causes de perte de compétitivité, et aussi que des erreurs de stratégie ont été faites par tel ou tel groupe. Le recours à un protectionnisme est parfois évoqué mais sans véritable constance.

Comme axe clef de l'alternative, la section économique du PCF préconise depuis plus de 10 ans une politique de crédits aux entreprises, assortis de critères d'efficacité sociale, et le recours à une création monétaire publique indépendante des marchés financiers. Confère la lutte politique sur le rôle de la BCE et la constitution d'un pôle public bancaire. Cet axe de l'alternative est d'un apport significatif; une certaine convergence est observable avec les approches d'autres économistes. Néanmoins, il ne répond pas directement aux défis posés par la répartition mondiale des forces productives, organisée par la globalisation capitaliste. Ni à la problématique posée par l'ouverture quasi complète des marchés à la concurrence, dite libre et non faussée par les traités européens, ceci à une époque où la France comme la plupart des pays de la planète ne maîtrisent pas seuls des filières industrielles essentielles.

La révolution informationnelle et la très rapide circulation des informations et des capitaux donnent l'illusion que le développement des forces productives et leurs mutations seraient réalisables à un rythme très rapide. En fait, les multiples avancées scientifiques et techniques introduites dans les activités productives et de service tendent à accroître la diversification des savoirs faire et à rendre de plus en plus difficile le rattrapage d'un retard technologique par ses propres moyens. Pallier à cela est possible comme la Chine le réalise avec les atouts suivants :

- La Chine dispose d'un Etat souverain en mesure d'obtenir pour ses entreprises nationales des transferts technologiques progressifs sur des filières clefs de l'avenir,

- L'accumulation de devises obtenues en échange de ses exportations de produits très compétitifs servent à acheter des entreprises en Europe (Volvo, Massey Ferguson, ...), et permettent ainsi aux repreneurs chinois d'acquérir progressivement des savoirs faire, sans l'inconvénient des clauses limitatives des contrats de transfert technologique,
- La Chine est un nouveau marché attirant les capitaux en suraccumulation.

La Chine n'est pas un modèle pour de multiples raisons qu'il n'est pas utile de développer. Le PC Chinois semble en effet avoir perdu de vue toute finalité communiste de construction de nouveaux rapports sociaux d'émancipation, et reste sur un blocage patent des processus démocratiques. Mais la réussite à devenir la deuxième puissance économique mondiale fait réfléchir. De façon schématique, on peut retenir que la Chine mène une politique globale de développement de ses forces productives, selon des principes pas si éloignés que cela de ceux que Lénine préconisait pour l'URSS en 1920 après la fin de la guerre civile. Un point clef de cette politique est de conditionner la réponse aux besoins nationaux, par l'obtention des transferts technologiques et des savoirs faire nécessaires. L'acquisition des moyens de développement des forces productives donne directement lieu à des actes politiques, de principes souvent éloignés du néolibéralisme. Une certaine protection de l'économie nationale par rapport au libre-échange reste maintenue.

La France est maintenant dans une telle situation d'affaiblissement industriel, qu'une approche s'inspirant partiellement de la politique économique chinoise est à examiner. Réclamer une politique industrielle et une planification écologique reste un discours de portée limitée si des processus précis en rupture avec le néolibéralisme ne sont pas popularisés. Voici quelques principes généraux, traités plus précisément dans les chapitres 6 à 8 du livre « Alternative au Capitalisme », paru en mars 2010. Une économie nationale de réponse aux exigences sociales et écologiques se construit par un mixte entre les localisations de productions au plus près des consommateurs et une intégration du tissu économique national dans la dynamique mondiale, selon des principes en rupture avec le néolibéralisme. Dans les domaines où notre pays n'a plus de forces productives significatives ou performantes, il s'agit de conditionner la réponse aux besoins nationaux, par l'obtention des transferts technologiques et des savoirs faire nécessaires. Cette orientation peut recourir de manière ciblée à une réforme de la TVA (moduler son taux en fonction de la provenance des achats de l'entreprise, sans augmentation de prix pour le consommateur). Mais il est impératif de gagner la maîtrise publique des entreprises assurant la consommation et les services de la population. C'est toute l'importance de la bataille de reconquête de véritables services publics, avec les conditions monopolistiques leur permettant d'assurer une qualité de services et les péréquations. Avant les remises en cause

néolibérales de leur rôle, les services publics assuraient le pilotage du développement industriel Français dans plusieurs domaines (Energie et électrotechnique, Ferroviaire, Téléphonie, ...). Une approche complémentaire est nécessaire, avec le contrôle public de la grande distribution, formée d'entreprises et de groupes pouvant avoir un rôle déterminant dans l'évolution des produits (améliorer la valeur d'usage et lutter contre le principe d'obsolescence) et sur les conditions sociales et écologiques de production (clauses de cahier des charges). Le développement d'entreprises sur des technologies acquises grâce à des recherches financées par les budgets publics, et/ou par des transferts négociés avec des transnationales, implique d'avancer sur les conditions d'une appropriation sociale. C'est là tout l'intérêt de promouvoir un nouveau statut d'entreprise, différent de la société de capitaux. L'application progressive d'un nouveau statut de l'entreprise permettrait d'expérimenter des dispositifs pour de nouvelles configurations de pouvoir des salariés, en tenant compte des apports et limites des expériences autogestionnaires.

En conclusion, si le 36<sup>ème</sup> congrès se borne à peaufiner notre stratégie politique du Front de Gauche, sans lancer des chantiers d'innovation de notre politique pratique avec le monde du travail et donc sans renouveler notre politique économique et sociale, il est à craindre que les luttes que nous menons avec le peuple aient une portée insuffisante pour créer les conditions d'un changement significatif de gauche. De plus, le maintien du PCF risque de ne signifier que la poursuite d'une culture alors qu'il est urgent de donner une nouvelle impulsion à la fonction communiste.

Maubeuge, le 5 octobre 2012